

# CHILI-QUEBEC INFORMATIONS

## TRAVAILLEURS DES MULTINATIONALES DU CUIVRE:



# SOLIDARITÉ



# SOMMAIRE

	PAGE
Editorial	3
Nouvelles du Chili	4-5
Témoignage de Carmen Castillo	6-7
Témoignage d'un ex-agent de la CIA	8
Dossier: "Dés entreprises impérialistes bien de chez-nous: Noranda et Falconbridge"	9-16
Formation d'un nouvel axe anti-impérialiste en Amérique Latine	17-22
Solidarité	23-24

Depuis bientôt un an et demi, les familles des marins emprisonnés sont sans ressources financières. Un fonds international a été créé afin de leurs venir en aide. Vous pouvez participer à ce fonds international, en envoyant vos contributions au Comité Québec-Chili, 356 Ontario est, Mtl., en n'oubliant pas de mentionner: fonds des marins.

- La lutte continue au Chili; il faut se tenir informés...
- Toutes les leçons de l'expérience chilienne n'ont pas été tirées...
- Ca bouge en Amérique latine...

autant d'excellentes raisons de lire le Bulletin Chili-Québec Informations et de s'y abonner.

## BON DE COMMANDE

Nom ..... Date .....

Adresse ..... Tel .....

Abonnement régulier

Abonnement de soutien

Faire votre chèque ou mandat-poste à l'ordre du Comité de Solidarité Québec-Chili, et retourner-le à 356 rue Ontario Est, Montréal.

Abonnement  
régulier  
\$5.00

Abonnement  
de soutien:  
\$10.00

Numéros à  
l'unité: \$0.50



# EDITORIAL



Publier un bulletin: la première manifestation, la plus facile sans doute, le péché mignon sinon la bonne conscience de tous les groupes de solidarité avec le Chili, dans tout l'Occident chrétien et blanc, ayant le coeur à la bonne place, c'est-à-dire à gauche, cela va de soi. Comme des champignons de la dernière pluie ils naquirent et disparurent, les bulletins. Quelques-uns vivent encore.

Celui-ci est né ronéotypé et sans prétention, en tout cas sans planification, immédiatement après le coup d'Etat au Chili: la nouvelle était tellement énorme en même temps que si pauvre l'information en circulation, coûte que coûte, vaille que vaille peut-être, il fallait informer, maintenir un contact avec du monde, il fallait faire quelque chose.

Quinze mois plus tard maintenant, l'émotion du premier sang passée, il y a plein de monde qui ont séché leurs larmes et que le "cas du Chili" n'intéresse plus: affaire classée! La vogue est maintenant à la crise de l'énergie, après avoir été à la pollution après avoir été à l'indépendance du Bangla Desh après avoir été à la guerre du Biafra. Ainsi va la consommation: il faut que le stock se renouvelle.

Or l'ennemi des peuples, qui a "déstabilisé" là-bas le gouvernement de l'Unité Populaire, qui ici exploite, subventionné, les forêts de la Côte Nord, qui traite comme des rats les travailleurs de United Aircraft et de Canadian Gypsum, qui manipule ses pantins qui sont à Ottawa et fait giguer le Premier sous-ministre qui est à Québec, cet ennemi nous affronte quotidiennement, en général comme dans les moindres détails de chacun de nos mouvements: l'impérialisme américain est si énorme que la plupart ne le voient pas, le prenant pour l'horizon lui-même, et que jusqu'à un aspirant chef d'Etat, président du seul parti propre-propre-propre au Québec, qualifie bravement les multinationales de "phénomène désagréable"...

L'avantage (fameux avantage!) de l'Amérique latine et du Chili en particulier, c'est que l'impérialisme y est plus bestial, les luttes y sont plus facilement identifiables parce que les peuples y sont plus clairement écrasés: comme menteur le général Pinochet, géopoliticologue, ne fait certes pas le poids à l'avocat Bourassa, économiste, mais il est terriblement plus efficace: celui-ci "construit" avec le sourire du crosseur débonnaire, celui-là torture, tue, emprisonne, et ses grognements de gorille, s'ils peuvent répandre la terreur, ne peuvent en aucun cas abuser la classe ouvrière de son pays. Au Chili et dans toute l'Amérique latine il est manifeste que les intérêts des travailleurs sont irréconciliables avec les intérêts de la bourgeoisie, alors qu'ici la confusion peut toujours se donner des airs de vraisemblance.

Nous pensons que le combat québécois est fondamentalement le même que le combat latino-américain (en ce

sens nous sommes latino-américains bien plus réellement que par ce fait que nous parlons, comme eux, une "langue latine"): même ennemi, même combat. Nous pensons que l'impérialisme, là comme ici, exploite les peuples avec la complicité et le secours précieux des bourgeoisies dites nationales. Nous pensons que le seul nationalisme véritable est la lutte anti-impérialiste: quand Pinochet indemnise d'une main la Kennecott Copper et de l'autre fait des sparages pour appeler à la "reconstruction nationale" sur la base des valeurs traditionnelles de la "chilénité", s'il était moins épais, le gorille, il parlerait de "souveraineté culturelle" et, en réduisant des centaines de milliers de travailleurs au chômage, il saurait se proclamer social-démocrate.

Tout cela pour dire que ce bulletin d'information n'a pas l'intention de disparaître parce qu'on parle moins souvent, maintenant, de la répression — qui n'en continue pas moins — au Chili: l'Amérique latine est aujourd'hui, après le Vietnam, le lieu où les peuples opprimés et l'impérialisme américain se livrent la plus formidable bataille: notre propre sort en dépend, en même temps que nous avons beaucoup à y apprendre, pour notre propre libération, et des moeurs brutales ou rampantes de l'ennemi et de la pratique révolutionnaire des peuples frères. Par exemple nous avons beaucoup à apprendre du rôle des "unions internationales" en Amérique latine, de l'organisation de la classe ouvrière au Chili, du virage anti-impérialiste du Venezuela, etc.

Nous sommes rendus au numéro 12: la volonté de durer est manifeste. Avec le temps nous nous sommes donné une équipe de rédaction stable, qui conçoit ce bulletin d'information et d'analyse comme un instrument, si petit soit-il, pour la libération du peuple québécois, ce qui reste encore une excellente façon de dépasser la solidarité verbo-exotique et sentimenteuse.

Ceux qui croient aux vertus du "capitalisme civilisé" et des multinationales bien éduquées, ceux qui croient que le gouvernement d'Allende a été renversé parce que les socialistes et les communistes étaient des "extrémistes de gauche", ceux qui pensent que ce qui est bon pour le Bureau de direction de Bombardier Ltée est bon pour les ouvriers et les agriculteurs québécois, ceux... ce bulletin ne les intéressera pas.

Ce bulletin s'adresse aux Québécois, militants ouvriers et intellectuels, qui veulent apprendre, tout comme l'équipe de ce bulletin, consciente de ses limites, veut apprendre de leurs luttes et de leurs expériences. Il va sans dire que nous souhaitons vivement qu'on nous fasse savoir ce qui est utile et ce qui est inutile dans le bulletin, ce qui manque, ce qui devrait être approfondi... Quant aux félicitations, prière de ne pas envoyer de fleurs: abonnez-vous, plutôt.

l'équipe de rédaction



## APPEL À L'UNITÉ

A La Havane, le secrétaire général du MAPU, Oscar Garreton et le secrétaire général de la Gauche Chrétienne, Bosco Parra ont signé une déclaration commune au nom de leurs partis respectifs. Dans cette déclaration conjointe, ils lancent un appel à l'unité de la gauche chilienne. Sur la base d'un programme minimum d'action qui comprend entre autres points, la constitution d'un Front antidictatorial, la création et le renforcement des Comités de Résistance et un appel aux démocrates chrétiens disposés à lutter contre la Junte à se joindre aux Comités de Résistance.



Oscar Garreton, Mapu

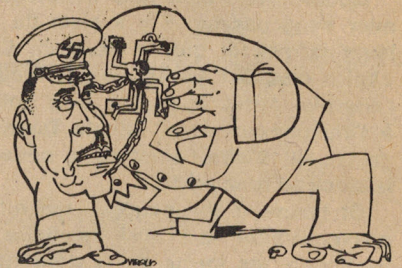
## L'O.N.U. CONDAMNE LA JUNTE MILITAIRE

Le 6 novembre dernier, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé par une très forte majorité (90 pour, 26 abstentions, et 8 contre) deux résolutions concernant le Chili. La première résolution dénonce les violations constantes des droits de l'homme au Chili et la deuxième demande la libération immédiate de l'ex-ministre des Affaires Etrangères du gouvernement de l'Unité Populaire, Clodomiro Almeyda.

Les réactions de la Junte militaire et de la droite chilien ne se sont pas fait attendre. Pinochet déclara que les Nations Unies étaient sous l'influence du marxisme international, quant à l'ex-président du Parti National, Onofre Jarpa, il déclara au Mercurio que l'organisation des Nations Unies avait perdu son prestige. Le représentant permanent du Chili auprès de l'organisation internationale souligna que la résolution sur les droits humains était d'inspiration soviétique afin de porter préjudice au Chili et justifier l'intervention étrangère dans les affaires internes.

Depuis ce vote significatif, la dictature chilienne avec l'Afrique du Sud, la Rhodésie et Israël est officiellement condamnée par la communauté internationale.

# NOUVELLES DU CHILI



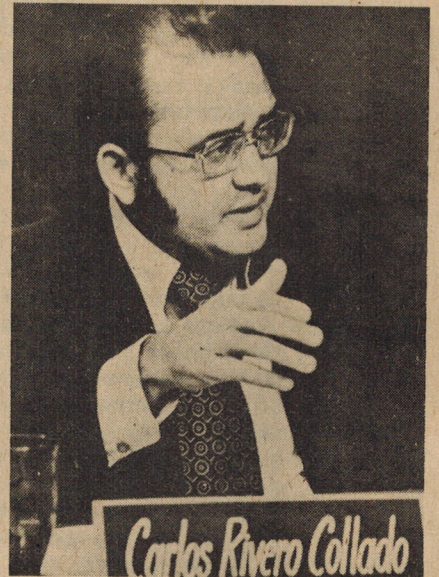
## LA GUERRE EXTÉRIEURE

La Junte militaire chilienne est en train de préparer la "guerre extérieure" contre la gauche. Elle prend présentement des contacts avec tous les centres fascistes dans différentes parties du monde afin de mettre en pratique son plan de guerre. Par l'intermédiaire de Julio Duran, ex-sénateur chilien de droite et représentant de la Junte à l'O.N.U., elle a pris contact avec les groupes d'extrême-droite des Etats-Unis, afin de coordonner des actions en Amérique latine. Les réfugiés cubains vivants aux Etats-Unis, appuyés par la CIA, jouent un rôle très important dans le plan de guerre extérieure de la Junte.

La Junte s'organise également en Europe. Il existait au Portugal un centre fasciste, qui se trouve actuellement en Espagne et d'où on planifie l'appui à la Junte pour ce

continent. Il faut également souligner le transfert à Madrid du colonel Pedro Ewing comme attaché militaire. Ewing est l'un des chefs du Service d'Intelligence Militaire chilien (SIM) et responsable avant le coup d'état du centre d'intelligence de l'armée qui se trouvait à La Serena. Il a joué un rôle important dans la préparation du coup d'état et dans le travail de contre espionnage dans les rangs de l'armée. A la suite du coup d'état, il fut nommé ministre Secrétaire général du Gouvernement, poste qu'il occupa jusqu'à sa nomination comme attaché militaire à Madrid.

La Junte considère que la destruction de la gauche chilienne à l'extérieur est absolument nécessaire pour rompre son isolement international. (source non officielle de la Résistance chilienne)



Collado a dénoncé la complicité de la junte chilienne avec les contre-révolutionnaires cubains des Etats-Unis.



**FRENTE A  
LA ESTRATEGIA  
IMPERIALISTA  
DE DIVISION**



**Face à la stratégie impé-  
rialiste de division, il faut  
l'unité résolue des masses**

### **ISOLEMENT INTERNATIONAL DE LA JUNTE**

L'isolement international de la Junte se poursuit. Le dernier fait significatif, c'est la rupture des relations diplomatiques entre le Mexique et le Chili. Depuis plus d'un an, les relations diplomatiques entre les deux pays étaient difficiles et tendues. Le Ministre des Affaires Etrangères du Mexique, Emilio Rabasa déclara que les relations entre le Mexique et le Chili se sont



terminées par "une mort naturelle", vu qu'ils n'existaient pas de liens" ni politiques, ni économiques, ni culturels" avec le gouvernement de Pinochet. Au même moment, où la rupture était rendue publique, Le Ministre chilien de l'Economie, Fernando Leniz se trouvait à Mexico et il dût se rendre rapidement à Miami.

## **EXIGEONS LA LIBÉRATION DE LAURA ALLENDE**

Le 2 novembre, des agents de quatre services d'intelligence de la dictature (DINA - SIFA - SIM - SICA) sont arrivés les uns derrière les autres à l'appartement de Laura Allende pour procéder à son arrestation. L'accusation: "être, compromise avec les miristes" (MIR).

Laura Allende, soeur du président assassiné, Salvador Allende est née à Valparaiso, il y a soixante trois ans. Elle est la mère de Pedro Gaston Pascal et de Denise Pascal, tous deux exilés au Mexique, de Andrés Pascal, nouveau Secrétaire Général du MIR et de Marianne Pascal aussi arrêtée et détenue depuis le deux novembre.

Membre du Parti Socialiste, elle a consacré sa vie politique à la défense des pobladores des secteurs marginalisés et pauvres, des paysans et ouvriers chiliens qui l'ont élue trois fois député et qui lui donnèrent la plus haute vocation de tous les parlementaires de l'Unité Populaire aux dernières élections de mars 73.

Depuis le coup d'Etat, bien qu'elle ait été sous résidence surveillée, elle a circulé dans tout Santiago, on l'a vue dans les centres de détention, dans les quartiers populaires et usines, visitant les travailleurs, donnant foi et courage au peuple dans sa Résistance, et perpétuant ainsi l'esprit du président populaire Allende.

### **LES RAISONS DE LA JUNTE**

Avec l'arrestation de L. Allende, la Junte espère priver le peuple d'une de ses plus ardente et infatigable militante et ensuite, les militaires pensent s'en servir comme instrument de chantage contre son fils Andrés Pascal du MIR, selon les dirigeants de la Gauche Chilienne.

**LE FASCISME VA DE  
DÉFAITE EN DÉFAITE.  
LA SOLIDARITÉ  
INTERNATIONALE, DE  
VICTOIRE EN  
VICTOIRE.**

Ce nouvel acte de lâcheté des militaires a provoqué des protestations et souligné encore une fois le caractère profondément fasciste du régime Pinochet. Une campagne internationale pour l'immédiate libération de Laura Allende, dont la santé est en danger, a été initiée au Mexique. Le gouvernement mexicain, lui a officiellement octroyé un visa d'asile. La Coördination de la Gauche Chilienne à l'extérieur, le Secrétaire du Parti Socialiste, le Comité chilien de solidarité avec la résistance anti-fasciste du peuple chilien, de Cuba ont dénoncé cette nouvelle violation des plus élémentaires droits humains et exigé la libération de la Résistante patriote révolutionnaire Laura Allende.



**Laura Allende**

Le 16 novembre, K. Waldheim, secrétaire général de l'ONU envoya un message au chancelier chilien à l'ONU demandant la libération de Mme Laura Allende et de sa fille. 424 parlementaires français ont remis le 18 décembre une même demande à l'ambassadeur du Chili à Paris.

S'il est possible d'attirer les regards de l'ONU et de plusieurs personnalités pour la libération d'une ex-parlementaire, soeur d'un ex-président, seul un large mouvement unissant toutes les forces démocratiques et populaires peut amener la libération de milliers de travailleurs, paysans, femmes, étudiants et enfants détenus et hâter la défaite du fascisme au Chili.



**TÉMOIGNAGE DE  
CARMEN CASTILLO  
DIMANCHE LE  
12 JANVIER 1975**

Tout d'abord, je dois vous dire que mon expérience est très récente et j'ai beaucoup de difficulté pour m'adresser à vous de la manière la plus cohérente possible. Comme vous le savez tous, ceci est très connu, mon compagnon Miguel ENRIQUEZ, Secrétaire Général du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire, est mort au cours d'une opération de toutes les Forces Armées, qui encerclèrent les maisons. Il mourut après un combat de plus d'une heure et demie.

J'ai été blessée après qu'ils aient lancé une grenade qui nous blessa tous les deux et me sectionna une artère du bras, ce qui produit une hémorragie immédiate. Je perdis connaissance mais je la récupérais par intermittence au cours de l'heure qui suivit car j'avais été blessée dans le premier quart d'heure du combat. A ce moment, Miguel fut blessé. Mais malgré une blessure au visage due à un éclat de la même grenade qui m'avait atteinte, il continua à combattre et je le vis pendant un de ses moments où je retrouvais conscience affronter le fusil à la main un adversaire très puissant et supérieur en nombre.

Quand je retrouvai conscience, quelques instants avant que les militaires pénétrèrent dans la maison, il y avait encore une extrême agitation. Deux types que j'ai pu identifier plus tard comme étant des officiers de la D.I.N.A. sont entrés dans la maison. J'étais couchée sur le sol, j'étais enceinte, dans une mare de sang. Vous pouvez imaginer la quantité de sang que j'avais pu perdre avec cette hémorragie pendant plus d'une heure...

Un des types est entré dans la maison et m'a donné un coup de poing dans la figure. Ce qui m'a cassé une dent. Il m'a insultée et a dit: "Hors d'ici! Traînez-là dehors". On m'a traînée sur le sol pour me mener dehors et à ce moment, j'ai compris ce qui m'arrivait. C'était la conséquence de notre décision de rester au Chili en assumant les ris-

ques du combat et de la vie clandestine et ce que serait mon destin les jours suivants. On m'a menée à la rue où je vis plein de gens et d'uniformes. On ne pouvait identifier les armes auxquels ils appartenaient car les militaires se cachent derrière un appareil répressif qui s'appelle la D.I.N.A. dont j'ai parlé, qui centralise les organes de répression des différentes forces armées... Alors, les types..., il y avait du monde - je pouvais entrevoir quelque chose par terre. A ce moment, les voisins ont commencé à crier, des voisins avec qui on avait des relations affectives, ils ne connaissaient pas notre identité mais on habitait là depuis longtemps. Ils demandent en criant qu'on appelle une ambulance, que cette femme est blessée, qu'elle est enceinte, qu'il faut faire quelque chose. Alors il y a une ambulance qui arrive, une ambulance d'un hôpital non militaire, d'un hôpital du secteur. Ils me font monter dans l'ambulance, contre l'opposition et les cris de certains officiers... j'imagine... qui disaient "non, non, ne la laissez pas partir".

Enfin, l'ambulance est arrivée à l'hôpital Barros Luco; ils ont alors commencé à me faire une transfusion de sang, mais peu de temps par après, une multitude de militaires est arrivée et contre l'opposition du personnel de l'hôpital, il m'ont arrachée de leurs mains et amenée en faisant grotesque... avec plein de camions et de gens qui m'escortaient comme si je pouvais faire quoi que ce soit dans mon état... comme si on avait pu me faire échapper. Ils m'ont alors transportée à l'hôpital militaire.

Alors commence une odyssee, qui; dans mon cas personnel, n'a pas été tellement longue... 21 jours au secret, dans l'isolement. Ce qu'il importe de relever de ces jours-là, c'est en premier lieu ma condition physique, parce que j'avais besoin de soins chirurgicaux urgents pour ne pas perdre mon bras, parce que l'artère était coupée et il fallait sectionner la partie atteinte et la soigner, ce qui était difficile, en la remplaçant par des segments de veine.

Tandis qu'on préparait l'intervention, ils ont commencé l'interrogatoire, c'est-à-dire, qu'ils ont profité



de ces circonstances, de cette femme blessée, là... avec la complicité de l'hôpital militaire pour commencer immédiatement l'interrogatoire. Ils ne se sont pas préoccupés de l'état de cet enfant que je portais... ils ont pris des radiographies sans les précautions médicales que mon cas exigeait. Ils m'ont mise dans une salle où les officiers militaires entraient et sortaient, essayant de profiter du moment de l'opération pour me faire parler alors que j'étais sous anesthésie. L'intervention se poursuivit et finalement ils sont partis.

Le jour suivant, ce sont les "mauvais"... parce que le jeu de l'appareil répressif... de ceux qui font les interrogatoires au Chili aujourd'hui c'est un double jeu: - en premier lieu, on fait donner les durs, ceux qui te disent... "regarde, dehors tout le monde croit que tu es morte et il vaut mieux commencer tout de suite à parler, parce que si tu ne parles pas immédiatement, on va t'amener aux casernes de la D.I.N.A. et tu sais bien ce qui t'attend là-bas... parle, parle vite".

Ceci a duré deux jours avec un traitement vraiment horrible, non pas sur le plan des tortures physiques, ce n'était pas mon cas... mais parce qu'ils profitaient de ma situation post-opératoire, il n'y avait pas de calmants, il n'y avait pas... bien... je ne pouvais pas dormir, il n'y avait personne à qui je puisse parler, ces types étaient avec moi dans cette petite chambre de deux mètres sur quatre sans laisser un seul moment d'intimité. Je ne pouvais pas sortir de là, personnel ne pouvait me parler... bien... vous comprenez... c'était une méthode pour briser une personne par le secret et l'isolement.

Tout au long de ces cinq premiers jours, je ne sentais plus mon en-



fant bouger et je leur ai demandé mille fois que... qu'ils envoient un spécialiste, non pour moi, mais pour qu'il puisse me dire ce qui se passait, si l'enfant était mort ou vivant... quoi... heu... ce que je devais faire enfin. Jamais je n'ai pu obtenir cette assistance d'un spécialiste... d'un obstétricien qui aurait pu me dire quelque chose.

Après ces dix jours, les types au visage menaçant, les "durs" ont disparu.

Aujourd'hui, je comprend seulement que c'était dû à la solidarité internationale. Parce que dans le monde... Je ne savais pas, à ce moment... enfin, c'est-à-dire au troisième jour de ma détention, qu'il y avait une telle mobilisation pour ma libération et une pression si forte faite sur ceux qui, aujourd'hui, exercent le pouvoir au Chili... Alors apparaissent comme "bons" ceux qui, sans abandonner cette tentative systématique de briser le prisonnier, essayent de faire la même chose par d'autres camarades... Il n'y a que la mort... que tout est en train d'être détruit... qu'il faut être un imbécile ou un crétin pour ne pas se mettre à parler. C'est comme cela qu'ils se donnaient des allures de bonté. Ils m'ont donné quelques médicaments et j'ai pu dormir. On m'a traitée autrement, je dois le dire, mais au bout du compte, ce n'était rien de plus qu'une autre façon d'essayer de me briser et de me faire parler. Tout cela serait long à vous dire, mais je ne veux pas m'étendre sur les détails.

Je voudrais faire ressortir maintenant en ce qui concerne cette méthode d'isolement, de mise au secret; cette absence de nécessité dans mon cas de me torturer physiquement, cette utilisation de la torture psychologique qui a pour but de détacher le combattant de son groupe résistant... et ils ont fait venir devant moi la camarade LUMI VIDELA, dont vous connaissez le cas, et qui fut, selon la junte, assassinée à l'intérieur de l'Ambassade de l'Italie, au cours d'orgies qui s'y déroulaient. Ils m'ont parlé de LUMI, elle était prisonnière, elle fut arrêtée le 21 septembre avec son fils, son fils fut torturé en sa présence pendant 20 jours, chose qu'à l'époque je ne savais pas. Son fils fut finalement sauvé par le Comité pour la Paix au Chili, et tous ces faits peuvent être vérifiés très facilement. Mais ce que je voudrais souligner, c'est que eux me disaient que LUMI avait craqué et qu'elle

collaborait avec eux... que j'étais une imbécile de ne pas parler... si elle avait donné tel ou tel camarade, elle qui était leur amie... Et ils ont eu le cynisme, quelques jours après, de l'assassiner. Et s'ils l'ont assassinée c'est parce qu'elle n'avait pas collaboré. Et je le savais très bien parce que je la connaissais très bien et finalement il leur a fallu l'assassiner et la jeter par-dessus le mur de l'Ambassade dans un geste d'une grossièreté inouïe.

Maintenant, ce que je voudrais bien vous dire... c'est que finalement on peut résister à tout cela... on peut résister à tous ces jeux qu'ils utilisent dans les milliers de cas... parce que, quand nous avons décidé de rester au Chili... quand nous avons décidé de prendre le risque... on savait... le prix qu'on devrait payer et je ne peux oublier quand j'étais là, les anciennes conversations avec Miguel comme... parce que finalement l'important ce n'était pas moi, comme être humain individuel, mais que, encore prisonnière, je jouais un rôle qui me dépassait et qui était en relation avec la situation de l'organisation qui était derrière moi.

Moi, aujourd'hui, j'ai la chance de pouvoir être parmi vous, cependant mon cas personnel n'est pas ce qui est le plus important. L'important de mon cas tient seulement à ce qu'il peut servir d'illustration... et parce que moi, j'ai la possibilité... et j'ai le devoir de dénoncer à travers mon expérience tout ce qui arrive à toutes ces femmes, qui même enceintes comme moi, je l'étais, n'ont pas été respectées... c'est-à-dire dans mon cas on n'a pas respecté ma condition mais moi j'ai eu la chance d'avoir des parents très connus, et qu'il y a eu un mouvement de solidarité en ma faveur et que c'est pour ça que j'ai été mise en liberté.

Mais aujourd'hui, on ne respecte rien du tout, ils peuvent tout se permettre, ils peuvent s'abattre sur n'importe qui... et ça, on le sent au Chili...

Cependant, je ne peux manquer de dire... que tout cela est possible... que tout cela est même nécessaire, parce que c'est pour eux la seule façon de se maintenir au pouvoir... par la force, et tenter d'annihiler, briser, casser, violer chacun d'entre nous de sa lutte, de sa force... qu'il puise dans la solidarité de tous les peuples... c'est pour ça qu'ils cherchent à nous transformer en délateurs... comme vous le savez tous,

vous qui avez vécu la résistance anti-nazi en Europe. S'ils avaient réussi à me réduire à un être individuel, détaché de tous ses liens, il aurait été facile de briser ma résistance, mais je devais résister, il fallait que je me convainque d'occuper mon esprit à penser à tout ça, me remémorer tout ce qui pouvait m'aider à trouver les forces pour résister. Je crois finalement que c'est important de le dire, ici, à cette tribune, parce qu'il ne s'agit pas seulement de pleurer, mais de savoir que la répression est aujourd'hui au Chili une méthode de gouvernement, qu'ils ont besoin de l'employer, pour pouvoir se maintenir au pouvoir, qu'ils sont contraints de continuer à utiliser ces méthodes, et chaque fois plus durement... mais qu'on peut finalement, quand on se souvient du moment historique qu'on vit et de tous ceux qui sont derrière soi - alors on peut résister à tout ça.

Aujourd'hui, après la mort de Miguel, la répression au Chili est encore plus dure... ils se sont rendus compte que la résistance existe et qu'ils doivent l'annihiler rapidement, et pour cela il leur faut frapper non seulement les militants de la résistance, mais aussi leurs parents, leurs enfants, leurs familles et les torturer systématiquement...

J'ai en ma possession des témoignages récents de prisonnières et de prisonniers qui sont passés dans les casernes de la D.I.N.A. et que je tiens à la disposition du Tribunal et ces témoignages racontent les souffrances des femmes du Chili, la torture des enfants... et ce ne sont pas des mots, mais des réalités.

La répression aujourd'hui, au Chili, ne se concentre pas seulement sur des petits groupes, mais c'est une répression plutôt massive... indiscriminée... qui atteint même ceux qui n'ont pas d'action politique: des vieillards, des enfants...

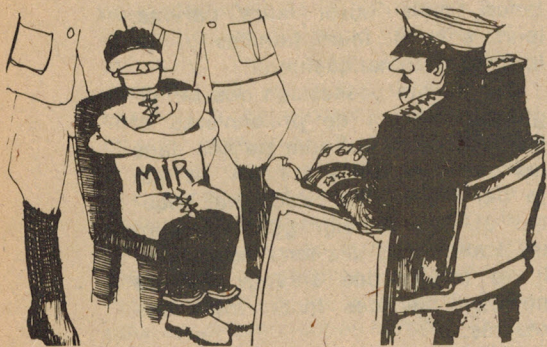
Mais il existe aussi une autre répression encore plus sordide, plus insidieuse... qui ne se puise pas dans les techniques qui visent à faire avouer, ce sont les humiliations, les viols... Cette répression massive qui touche tous les enfants du peuple qui sont en train de mourir de faim et ça aussi, ça signifie la résistance et la mort.

Sergio PEREZ\* et LUMI VIDELA\* sont morts sous la torture et les camarades savent qu'on doit faire face à cette éventualité et que si on tombe, la mort vous attend et aujourd'hui ils choisissent de ne pas



tomber sans combattre... ce sont les cas de Claudio RODRIGUEZ\*, Gustav VALENZUELA\* et de José BORAS\* parmi d'autres... Ce qui paraît chez vous, dans la presse, c'est qu'il y a beaucoup de morts dans des affrontements - mais je tiens à dire qu'il soit bien clair que c'est une réponse, à ce moment donné du Chili, défensive.

Aujourd'hui, ces camarades préfèrent mourir en entraînant dans la mort le plus grand nombre d'ennemis, plutôt que de mourir sous la torture, comme c'est arrivé récemment au Chili. Et ça, l'appareil de répression et la D.I.N.A., ils en ont peur. Et c'est pourquoi ils n'ont plus l'espoir de détenir les militants de la résistance et c'est pourquoi, maintenant, ils commencent à les assassiner dans la rue comme ce fut le cas de Alejandro PUGA\* et de sa femme, Ana Maria PUGA\* qui ont été assassinés dans le dos /.../ Par toutes ces dénonciations, c'est un système politique qu'on dénonce... on dénonce une méthode de gouvernement qui nous concerne tous... vous comme moi... car finalement - le Chili ce n'est pas un cas isolé.



L'histoire le montre très clairement que vous-même... vous courrez le risque que cette même situation puisse se reproduire dans beaucoup d'autres endroits. Il est important alors, quand on a compris que ça nous concerne tous et pas seulement les Chiliens, qu'on lutte ensemble... J'insiste finalement pour dire que ma présence ici, aujourd'hui, est due dans une grande mesure à la solidarité internationale. J'insiste pour qu'on contribue plus encore à la libération de Laura ALLENDE et de toutes les autres camarades qui, aujourd'hui, restent en prison, et de ces enfants qu'on torture aujourd'hui au Chili. C'est tout.

\* Militants du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR)

## LES MULTINATIONALES ET LA CIA EN AMERIQUE LATINE PHILIP AGEE

Philip Agee a été pendant 15 ans "secret operation officer" du CIA. Au sujet des activités du CIA dans le monde, il vient de publier un livre intitulé: **inside the company**, avec comme sous-titre "**CIA diary**". Il ne s'agit pas réellement d'un journal car il n'a pas été écrit pendant ses 15 ans de service, mais c'était la seule manière de reconstituer certaines activités du CIA, plus spécialement en Amérique Latine. Agee a travaillé successivement en Equateur ('60-'63), en Uruguay ('63-'66) et au Mexique en '67. Il quitta le CIA en '69 et décida en '70 d'écrire ce livre.

Pourquoi le CIA a-t-il été fondé et quelle est sa signification par rapport aux sociétés multinationales?

Les USA voulaient éviter un nouveau Pearl Harbour et à la fois soutenir les multinationales. En fait au nom de la crainte d'une nouvelle attaque contre les USA; dès le début de sa création après la seconde guerre mondiale, le CIA a servi à protéger les compagnies USA à l'étranger, ceux-ci assuraient aux produits américains l'accès aux matières premières et aux marchés. L'activité du CIA à l'intérieur des USA ne peut être séparée des besoins internes. A ce moment la doctrine de l'expansion soviétique domine aux USA et cette campagne anti-soviétique correspond à une campagne pour éliminer les mouvements de gauche.

Les premiers grands progrès du CIA ont eu lieu en Europe. Le CIA y soutenait les partis démocrates chrétiens et les syndicats chrétiens, particulièrement en promouvant la création de la CISL (Confédération internationale des syndicats libres). Certains syndicats apparaissent dès lors comme des alliés des grandes entreprises multinationales.

Agee a ensuite rappelé le rôle du CIA en Grèce, en Malaisie, aux Philippines, en Iran, en Oman, au Vietnam et en Indonésie.

En tant qu'officier du CIA, Agee a été chargé au Venezuela de faire des recherches sur le personnel de

la compagnie pétrolière Créôle, filiale de ESSO, appartenant à la famille Rockefeller. Il craint que cela se fait encore et se pose certaines questions concernant l'affirmation du vice-président actuel qui assure qu'il n'y a aucun lien entre lui et le CIA.

Agee parle ensuite du rôle du CIA à Cuba et de ses activités contre le MPLA en Angola.

Pour l'Equateur il insiste sur la méthode de travail du CIA; il y a d'une part le briefing politique hebdomadaire à l'ambassade US pour les hommes d'affaires nord-américains en Equateur, et d'autre part le contrôle des noms de personnes politiquement peu sûres.

Ensuite vient le cas du Chili où la First National City Bank était l'agent du CIA pour les opérations monétaires.

Au cours des années '50 - '60 le CIA a créé une série d'organismes (syndicats, centres d'étude...) dans lesquels ils peuvent travailler durant les années '60.

Le CIA n'est pas un pouvoir parallèle car à travers une série de mécanismes, le président des USA le contrôle réellement et il est à son service.

Agee termine par l'expression de son espoir de voir s'installer le socialisme aux USA. Il répond concrètement aux questions sur son rôle et il précise le cas de l'Uruguay où il avait été chargé de provoquer la rupture des relations avec CUBA, l'Uruguay étant un des rares pays ne l'ayant pas encore fait en 1964. Pour arriver à cela, il devait essayer de convaincre les diplomates Cubains de devenir des agents du CIA, cela lui est réussi (notamment le chauffeur). Six mois après les relations étaient rompues. A une question de George Casalis sur une éventuelle contradiction entre sa présence et sa présentation, Agee répond qu'il veut collaborer avec des gens comme ceux qui participent au Tribunal Russell en dénonçant partout où cela est possible les agents du CIA.



DES ENTREPRISES  
IMPÉRIALISTES  
"BIEN DE CHEZ NOUS" :

**NORANDA  
ET  
FALCON  
BRIDGE**

*Deja la mineria muchos dineros  
Pero para el bolsillo del extranjero*

*(La mine laisse beaucoup d'argent...  
Mais dans la poche des étrangers)*

(Chanson populaire chilienne)

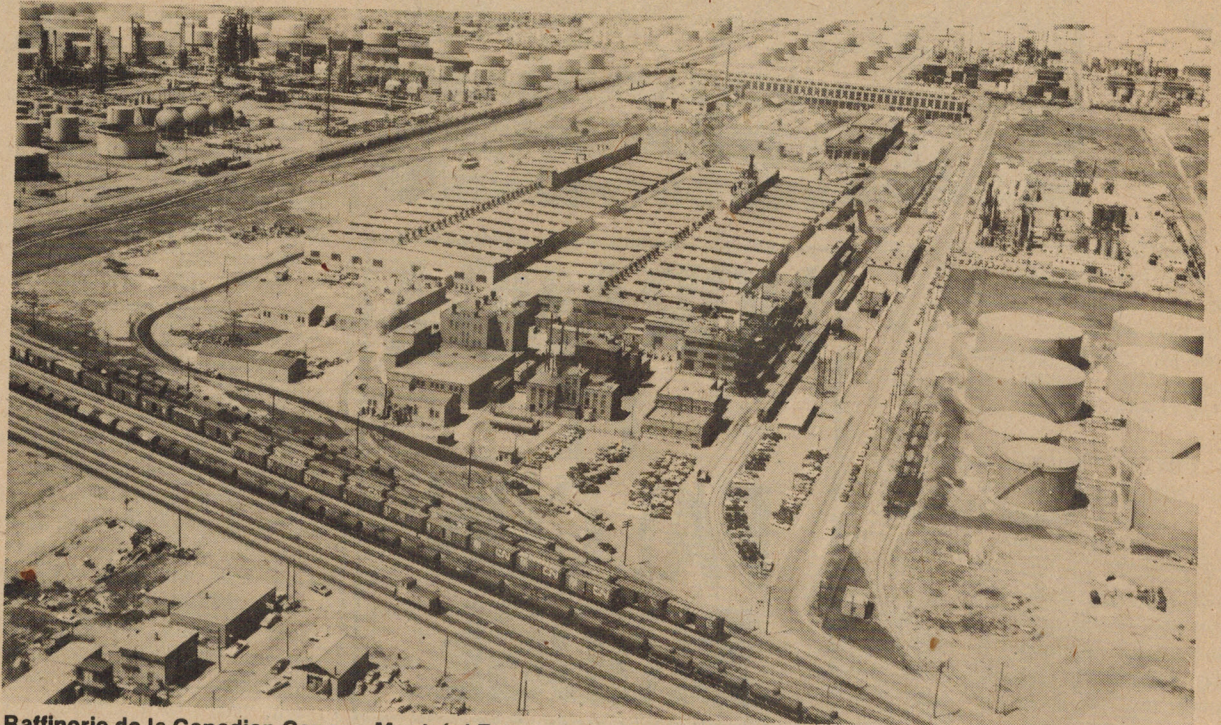
Combien d'entre nous savaient que la Canadian Copper Refiners, de Montréal, où les deux jeunes travailleurs Dorval et Dacosta ont péri dernièrement, par suite d'émanations d'arsenic, combien savaient que cette entreprise fait partie du Groupe Noranda? Les mêmes capitalistes qui affirment d'une façon si convaincante à la télé qu'ils s'occupent de l'environnement et de l'emploi mieux que d'autres — parce que "nous sommes d'ici" — n'ont "pas pensé" à vérifier si les bacs d'acides étaient bien recouverts de la couche d'huile protectrice et si le système de ventilation rejetait bien à l'extérieur les vapeurs délétères. Il aura fallu deux morts pour que soit mise à jour la longue série d'empoisonnements — jusqu'alors ostensiblement camouflés — surve-



nus depuis plusieurs mois à la Canadian Copper Refiners. Il faut dire que les morts d'ouvriers n'ont jamais préoccupé les entreprises minières. Il aura fallu deux morts pour qu'apparaisse au grand jour, également, le vrai visage de ce "capitalisme d'ici" qui, jouant présentement la carte du nationalisme canadien, se définit comme tout près des préoccupations du peuple...

Nous essaierons ici de montrer comment notre bourgeoisie nationale n'a rien à envier aux entreprises étrangères en ce qui concerne la mise à sac des ressources, le "développement du sous-développement", l'écrasement des droits des travailleurs. Nous verrons comment les impérialistes "chez eux" — puisque notre bourgeoisie, toute racaille qu'elle soit, touche déjà sa





Raffinerie de la Canadian Copper, Montréal Est

part du gâteau impérialiste — ne changent pas pour autant leur comportement, contrairement à ce qu'un mythe assez répandu laisse croire. Nous verrons enfin comment la corruption des politiciens par les grosses entreprises liées à l'extraction des ressources naturelles, ne se limite pas à ces terres exotiques gouvernées par des colonels mais s'enracine profondément dans l'histoire du Québec.

#### Le cuivre au Québec

Pour le Québécois moyen, le cuivre est essentiellement un article de quincaillerie... A peu près personne ne se doute du fait que, le cuivre est présentement le principal produit minier extrait du Québec, avant même le minerai de fer.

En 1974, la valeur du minerai de cuivre au Québec était de 246 millions de dollars (21,4% de la production totale) comparé à 242 millions pour le fer (21% de la production). Au Canada, avec une production d'un milliard de dollars, le cuivre se place au premier rang de la production minière. Si la production minière ne représente que 5% du produit intérieur brut québécois,



Même ennemi! même combat!

sa place dans nos exportations est sensiblement beaucoup plus importante: 30%. Parmi les divers produits miniers, le cuivre se caractérise par le fait que la presque totalité du minerai (95%) est concentrée, fondue et raffinée sur place, contrairement à des produits comme le fer et l'amiante qui sont exportés en presque totalité après une transformation très sommaire. Il en résulte pour le Québec un réseau industriel relativement intégré et distribué sur tout le territoire: depuis les mines et fonderies (**smelters**) du Nord-Ouest québécois (Rouyn) et de Gaspésie (Murdochville) jusqu'aux usines de produits finis, tels les câbles électriques (Canada Wire) en passant par la raffinerie (Canadian Copper Refiners), opérations situées dans la région métropolitaine.

Ces activités combinées représentent un nombre assez considérable d'emplois. Les mines de cuivre et de zinc du Nord-Ouest employaient en 1970 plus de 3,000 personnes, auxquelles il faut ajouter 700 mineurs gaspésiens et plus de 6,000 travailleurs dans le secteur de la transformation du produit et des dérivés.

Par ailleurs, ces industries sont généralement caractérisées par un



DES ENTREPRISES  
IMPÉRIALISTES  
"BIEN DE CHEZ NOUS" :

**NORANDA  
ET  
FALCON  
BRIDGE**

haut niveau technique, ce qui implique de forts investissements pour chaque travailleur embauché, et une productivité élevée. Pour ne citer que le cas de Noranda, son capital d'opérations se chiffrait en 1972 à plus d'un milliard de dollars pour environ 28,000 travailleurs, ce qui représente un investissement d'environ 43,000 dollars par travailleur.

Si on s'en tenait à ces statistiques officielles, le tableau serait extrêmement positif. On pourrait même voir dans l'industrie québécoise du cuivre un modèle à suivre pour les vilaines multinationales qui viennent ici piller notre fer et notre bois sans se préoccuper du développement économique général. Cette entreprise "d'ici" préfigurerait déjà ce capital "civilisé" dont nous parle l'Opposition officielle, elle-même très près des travailleurs, comme chacun le sait...

Quelques ombres au tableau cependant. Dans le domaine des relations de travail, la Noranda a l'un des dossiers les plus noirs de toute l'industrie au Québec, "record" qui n'est égalé que par quelques-unes des multinationales travaillant chez nous telle United Aircraft. Par ailleurs, les politiques réelles de croissance adoptées par "nos"

grandes entreprises minières diffèrent singulièrement de l'image de développement harmonieux suggéré par les statistiques. Avant d'aborder ces thèmes, il sera utile d'examiner brièvement le dossier politique de ces entreprises, au Québec comme à l'étranger.

**Cuivre et politique :  
Noranda au Québec**

Avant que n'éclate le scandale au Chili, il était courant d'entendre des "experts" complaisants affirmer que "les multi-nationales ne font pas de politique parce qu'elles sont **au-dessus** des partis politiques: peu importe qui est au pouvoir, ce qu'il leur faut, ce sont des "interlocuteurs valables", etc.

Les liens que Noranda Mines Ltd a entretenus avec la politique, tant fédérale que provinciale, nous montrent une réalité assez différente. En 1926, il apparaît d'ores et déjà que le gisement de cuivre de Rouyn est l'un des plus riches d'Amérique du Nord. Il est cependant situé au coeur d'une région difficile d'accès: jusqu'à la fin des années vingt, il sera plus facile d'atteindre le site par l'Ontario que par le Québec. Les

compagnies ontariennes de chemin de fer accepteraient de construire une ligne vers Rouyn, mais pas en **subventionnant** la Compagnie. Pour ce, il faudra se tourner vers Québec: la Noranda dispose d'un allié sûr dans la personne de Me J.E. Perrault, qui sera longtemps ministre des Mines du gouvernement libéral de Taschereau: ce dernier offrira la route et la voie ferrée sur un plateau à la Noranda, pour qu'elle daigne exploiter nos ressources. On leur taillera de même une législation sur mesure: par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, en 1927, il est établi **à l'avance**: a) qu'il ne saurait y avoir d'injonction émise pour empêcher la construction de la fonderie de la Noranda (dont la politique d'expansion lésait de nombreux petits propriétaires de **claims**); et b) qu'il ne saurait y avoir aucune poursuite en dommage concernant les émanations — fortement toxiques — de la fonderie. On croit déjà entrevoir la Baie James!

En 1936, Taschereau est battu: qu'à cela ne tienne. Le nombre de directeurs de la Noranda passe de 9 à 10, de quoi récompenser ce brave Me Perrault pour dix ans de bons et loyaux services. Le nouveau gouvernement s'avère aussi facile



“à convaincre” que l’ancien. Dès 1937, Murdoch, président de Noranda, obtient de Duplessis la promesse de la construction d’une route en plein coeur de la péninsule gaspésienne, pour rejoindre le gisement récemment découvert de Copper Mountain. En 1953, le même gouvernement installera à ses frais une ligne sous-marine à haute tension, entre Baie Comeau et Rimouski, pour fournir à la Gaspé Copper le courant nécessaire à la fonderie. La Noranda est d’autant plus heureuse de l’opération que c’est une de ses filiales, la Canada Wire, qui vend au prix fort au gouvernement les câbles que celui-ci installe gratuitement pour son autre filiale, la Gaspé Copper. Qui s’étonnera alors que la police provinciale ait eu la gachette légère lors de la grève de 1957 de Murdochville ou que le juge Lacourcière ait eu la main un peu lourde, dans un procès tortueux, en imposant une amende de \$2,350,000 dollars au syndicat?

L’exemple de la Noranda au Québec, montre comment il faut entendre l’expression “les multinationales sont au-dessus de la politique”: en fait grand capital et pouvoir politique couchent dans le même lit, le changement de parti au pouvoir ne faisant que changer la perruque de la partenaire.

### Mines et politique en Amérique latine: la Falconbridge Nickel en République Dominicaine

Le parallèle est frappant entre le comportement des entreprises minières au Québec et dans leurs autres colonies. Pour s’en convaincre, le cas de la Falconbridge Nickel — mère de la Falconbridge Copper du N.O. québécois — en république dominicaine n’est qu’un exemple entre mille. Cette entreprise découvre il y a vingt ans de riches gisements de ferronickel dans cette île des Antilles. La hausse de la demande militaire en nickel — le Canada est le fournisseur attiré du Pentagone dans cette matière première stratégique — incite la Compagnie à quitter son Sudbury natal pour l’aventure sous les tropiques. De 1963 à 1965, le réveil politique des masses dominicaines paralyse ces projets de développement. Enfin, en 1965, avec l’invasion de l’île par les troupes américaines et l’instauration du gouvernement fantoche de



Balaguer, la confiance renaît chez les investisseurs étrangers, américains et canadiens, et la Falconbridge décide de collaborer à la relance économique du nouveau régime avec un projet de \$190 millions, qui fut inauguré en 1972. Comme la Noranda au Québec, la Falconbridge en République dominicaine possède ses hommes de main au sein de l’équipe au pouvoir. A travers son bureau d’avocat (Oficina Troncoso), elle est alliée avec la fine fleur de la réaction: les Troncoso ont traditionnellement fourni au dictateur Trujillo — qui contrôle le pays depuis 1930 pour le plus grand bien des Américains — ses hommes de paille comme ses courtiers. Du J.E. Perrault et du Simard, en quelque sorte, mais avec un certain vernis aristocratique.

### Le cuivre et les travailleurs québécois

Si les multinationales minières ont un dossier politique plutôt lourd, qu’en est-il au niveau des relations de travail? Le cas de notre “no 1” québécoise, la Noranda, parle de lui-même.

**1933** — La grève des “fros” à Rouyn. Question de réduire ses coûts (il n’y a jamais trop de profit), la Noranda a embauché massivement des immigrants d’Europe centrale, “personnes déplacées” de la première guerre mondiale. Elle s’imaginait sans doute aussi s’assurer par là un “pays social” durable. Mais parmi ces nouveaux venus, plusieurs sont d’anciens militants ouvriers, exilés par la réaction après la montée populaire de 1919-22. Les travailleurs s’organisent dans le cadre du syndicat militant United Mining Workers, et déclenchent une grève qui sera brève mais dure. Quelques jours après le débrayage, la compagnie a recours à des scabs: en l’occurrence des cultivateurs québécois des villages avoisinants. A leur retour de Montréal, où ils avaient été incarcérés, les leaders de la grève disparaissent soudain sans laisser de traces. Les Métallos remplacent les UTW et on n’a pas de grèves pendant 20 ans...

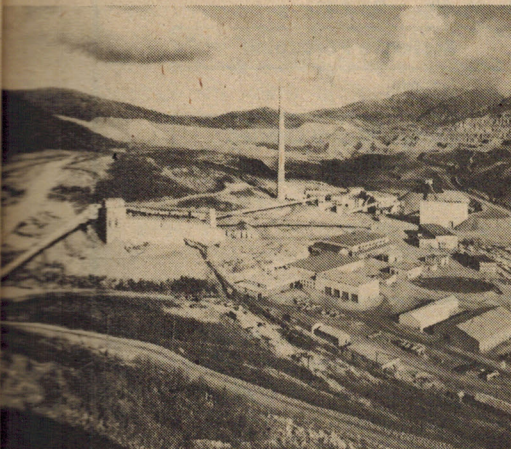
**1953** — Grève à Rouyn. Demi-échec, démobilisation.

**1957** — Grève à Murdochville. La Gaspé Copper ne veut pas entendre parler de syndicat: on congédie le président du local. On modifie la



DES ENTREPRISES  
IMPÉRIALISTES  
"BIEN DE CHEZ NOUS" :

**NORANDA  
ET  
FALCON  
BRIDGE**



La "Gaspé Copper Mines" à Murdochville.



base salariale contrairement à la volonté clairement exprimée, des travailleurs. Le 10 mars les travailleurs entrent en grève: ils tiendront jusqu'au 5 octobre, malgré la police, les provocateurs, les menaces et les expulsions. Un mort et plusieurs blessés. Après un interminable procès, le syndicat sera condamné à payer plus de 2 millions de dollars à la Compagnie. Etc., etc.

A examiner l'histoire des luttes ouvrières dans le secteur des mines au Québec, on a soudain l'impression que les règles habituelles qui déterminent les rapports de classe dans l'ensemble de la société ne jouent plus de la même manière: fort de son contrôle absolu sur "ses" ouvriers, le grand capital, qui contrôle en plus de la mine, le commerce, le transport, l'hôtel de ville, et souvent le logement des ouvriers, laisse tomber le masque: la violence se transforme en technique administrative courante.

**Le mythe des capitalistes "de chez nous" : qui contrôle vraiment nos mines ?**

Confronté avec le dossier noir des entreprises de cuivre, le na-



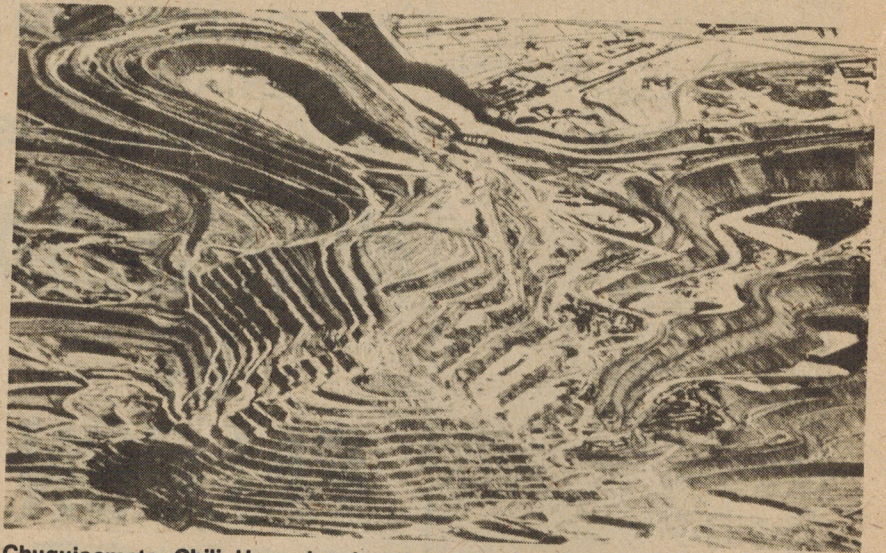


tionaliste a souvent recours à l'argument suprême: mais ils sont quand même des nôtres! "Falconbridge s'est développée à Sudbury" dira le nationaliste canadien. "Noranda, c'est le Nord-Ouest québécois", dira le nationaliste québécois. Une analyse un peu serrée révèle que cette image n'est qu'un mythe. Le capital canadien n'a pas d'autre choix: ou il végète sur un marché interne trop étroit et finit par crever, ou il s'associe au capital américain et peut être alors invité à manger les miettes du banquet impérialiste. Les cas de Falconbridge et de Noranda, bien que différents, illustrent la nécessité de ce choix.

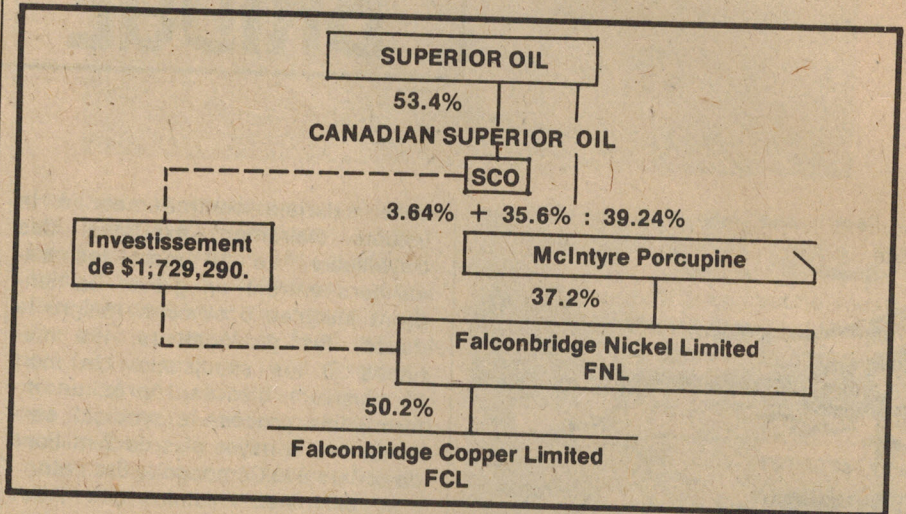
**L'absorption directe : la Falconbridge**

Qu'est-ce que la Falconbridge Copper Ltd. (FCL)? C'est une filiale à 50.2% de la Falconbridge Nickel Ltd (FNL). Multinationale "canadienne" (en réalité contrôlée par des Américains), opérant en Namibie, au Zimbabwe, en Ouganda, en Afrique du Sud, en République Dominicaine et évidemment au Canada, notamment à Sudbury, Ontario; qui en plus vient de lancer un projet d'investissement de \$300 millions au Chili pour l'exploitation des immenses gisements cuprifères de "EL ABRA" près de Chuquicamata, cela dans le cadre des politiques de faveur à l'endroit des investisseurs étrangers mises de l'avant par la junte militaire chilienne; qui encore possède des installations de fonte et d'affinage en Norvège; etc.

Donc, le FCL est contrôlée à 50.2% par sa compagnie-mère, la FNL. Mais on peut encore remonter plus haut. La FNL est en effet, à son tour, contrôlée à 37.2% par la McIntyre Porcupine (Mc.P.), qui elle-même est contrôlée à 35.6% par la gigantesque compagnie américaine SUPERIOR OIL (SO). Comme en outre la CANADIAN SUPERIOR OIL (CSO), filiale à 53.4% de la SO, détient 3.64% des actions de la Mc.P., il s'en suit que la SO possède avec la CSO 39.24% des actions de la Mc.P. On peut remarquer aussi, au passage, que la CSO a investi \$1,729,290. dans la FNL. Si dès lors on se demande qui détient le pouvoir économique à la FCL, la réponse peut être illustrée par le tableau suivant :



Chuquicamata, Chili. Une mine de cuivre.



Ajoutons aussi que le président de la SO lui-même (réputé être le 10e homme le plus riche des Etats-Unis), H.B. Keck, siège au Conseil d'administration de la FCL et qu'il est même membre du Comité exécutif, là justement où se mènent les affaires réelles de la compagnie. Depuis 1967, année où la FNL (2e producteur mondial de nickel) passa aux mains des Américains, i.e. dans celles de Keck, ce dernier s'impliqua de plus en plus dans la direction, l'orientation et le contrôle direct de sa filiale.

Un autre administrateur clé de la FCL, M.A. Cooper, côtoie Keck au Conseil d'administration de la SO. Il est aussi P.D.G. de la FNL et à ce titre, selon son propre dire, la dirige pratiquement seul avec Keck. La même chose s'applique à

la FCL puisque ces deux "géants" siègent pareillement au Conseil d'administration et au Comité exécutif de cette filiale.

Depuis le "takeover" de Keck en 1967, une tendance à l'expansion et au renforcement semble avoir été imprimée à la Falconbridge Nickel et à la FCL. C'est probablement sous l'instigation de Keck et de Cooper qu'on procéda, le 16 décembre 1971, à la fusion de trois compagnies, fusion qui donnait justement naissance à la Falconbridge et qui avait pour but de créer "un noyau de plusieurs mines qui servirait de base pour un développement considérable dans le domaine du cuivre et d'autres métaux de base"; que nombre de forages exploratoires furent entrepris; que la FCL donna



## DES ENTREPRISES IMPÉRIALISTES "BIEN DE CHEZ NOUS" :

# NORANDA ET FALCON BRIDGE

sa participation à la "joint venture" de la Sturgeon Lake Mines; qu'en avril 1974, la Falconbridge Copper annonça un vaste projet d'exploration minière dans la province de Québec mené conjointement avec la Falconbridge Nickel; etc.

Au seul niveau du pouvoir personnel exercé par les grands monopoles, on se rend compte que la Falconbridge Copper, en dépit de son origine et de sa longue histoire canadienne est un maillon de l'impérialisme US installé chez nous au même titre que les simples filiales d'entreprises américaines.

Mais il y a plus fondamental. Ce n'est pas seulement que le pouvoir de décision soit acquis, directement ou par emboîtement de capitaux, à des grands capitalistes américains à titre individuel, c'est surtout que le développement même de l'industrie du cuivre au Québec, ses origines et son évolution, s'est effectué et s'effectue toujours en fonction essentiellement des **besoins de l'impérialisme US**; comme c'est d'ailleurs le cas globalement de l'industrie minière québécoise et canadienne. La production québécoise de cuivre, en tant que ce métal constitue l'une des matières majeures de l'industrie de guerre, s'est déve-

loppée surtout à la faveur de la 2e grande guerre, alors que le Québec agissait comme l'un des principaux fournisseurs du Pentagone. En outre, la stratégie américaine concernant le stockage des matières dites "stratégiques" (le "stockpiling program" consigné dans le Rapport Paley, 1952), permit l'ouverture de nouvelles mines de cuivre au Québec (Chibougamau, Gaspésie) et une hausse sans précédent de la production. Le cas de Noranda illustre bien ce deuxième aspect, le plus important, de la subordination.

### La subordination technique et financière : la Noranda

On nous objectera que la Noranda, **elle**, n'est pas passée sous contrôle américain... En fait, les années vingt ont même été marquées par une "canadianisation" de cette compagnie, aux termes d'"habiles" transactions menées par Murdock et Co. Cette "canadianisation" au niveau de la propriété des installations productives ne doit pas nous faire oublier que l'entreprise resta toujours étroitement subordonnée aux impératifs du marché américain du cuivre, subissant directement

tous les contre-coups des politiques économiques et militaires du Pentagone. Si les nécessités de diversifier ses investissements entraînent peu à peu Noranda à s'occuper davantage de la **transformation** du minerai en produit semi-fini, il n'en demeura pas moins que plus de 80% de la production québécoise de cuivre est destinée au marché étranger, ce qui fait de cette industrie une dépendance directe de l'industrie américaine, même lorsque la "propriété" apparaît majoritairement de chez nous. Rien d'étonnant, finalement, à ce que "nos" grandes entreprises se comportent **comme des monopoles étrangers: elles en sont!**

### Perspectives

La situation actuelle du marché du cuivre, comme de beaucoup de matières premières, est pour le moins complexe. A court terme, après avoir connu des sommets sans précédent au printemps 1974, le prix du cuivre est à son plus bas depuis plusieurs années: 54 cents la livre. La valeur-actions des entreprises en est fortement affectée, et leurs projets à long terme sont soit retardés, soit annulés: par ex-





**Nous vaincrons**

emple la raffinerie que la Falconbridge devait établir à Bécancour. La Noranda, pour sa part invoque la mauvaise situation économique pour arrêter la construction de son nouveau smelter de Rouyn; dans ce cas cependant, il semble que les vraies raisons soient plutôt; a) la récente hausse des droits miniers au Québec, qui pousse la Compagnie à faire du chantage en menaçant de déménager ses opérations, et b) les négociations qui vont arriver au printemps et qui incitent la Noranda à jouer les "cassés" en faisant croire qu'elle est au bord de la ruine... A moyen terme, les compagnies sont optimistes, bien que prudentes: on poursuit des opérations financières (fusion, diversification) plus qu'on ne réalise d'investissements directs. Les fonds consacrés aux explorations connaîtront présentement une certaine diminution, au Québec. A un autre niveau, il se fait une réorientation de la division internationale du travail: certaines compagnies, telles la Kennecott, se replient désormais vers les pays capitalistes avancés, jugés politiquement plus stables; d'autres procèdent à des investissements dans des pays sous-développés, dont la situation politique est relativement ex-

plosive, pour en arracher tout le minerai qu'on peut... pendant que c'est encore faisable.

Du côté des travailleurs, on assiste dans le secteur minier québécois à une radicalisation très nette. Après une décennie de stagnation, les mines ont connu dans les années soixante-dix un accroissement et un rajeunissement de leur personnel qui favorisent le militantisme. Les travailleurs sont désormais conscients que face à un ennemi de taille, dont les avoirs sont distribués dans une vingtaine d'entreprises sur deux ou trois continents, il ne saurait être question d'action sporadique et isolée. Une concertation s'impose, tant au niveau régional que national et international. La grève de Murdochville aurait peut-être connu un autre dénouement si une bureaucratie syndicale conservatrice n'avait pas étouffé le mouvement de solidarité qui prenait forme chez les mineurs du Nord-Ouest. On parle présentement d'un "front minier" au Québec: il semble que les conditions actuelles — incertitude des patrons, prise de conscience chez les travailleurs — favorisent un tel regroupement. Il faut battre le fer — ou le cuivre — pendant qu'il est chaud.

## CENTRE DE DOCUMENTATION

Le Comité de Solidarité Québec-Chili et le Secrétariat Québec-Amérique latine travaillent à mettre sur pied un centre de documentation sur le Chili et sur l'Amérique latine. On y trouve pour consultation:

- 1) des publications d'information sur le Chili (en plusieurs langues.)
- 2) des journaux et périodiques de différents pays: Chili, Cuba, Argentine, Pérou, Mexique, etc.... (en espagnol).
- 3) des communiqués quotidiens sur l'actualité en Amérique latine de l'agence de presse cubaine, Prensa LATINA (en français).
- 4) des revues, documents, et livres divers sur l'Amérique latine, le Chili et l'impérialisme dans le continent (en espagnol, en anglais et en français)
- 5) des bandes vidéo, des diapositives et bandes sonores sur le Chili.

Le centre est ouvert à tous, durant la semaine, le jour de 9.30 a.m. à 5.30 p.m., il faut cependant annoncer sa venue pour être certain de pouvoir y travailler. (842-8459).

## JOURNÉE INTERNATIONALE DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE CHILIEN: 12 FÉVRIER. ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DE LA CENTRALE UNIQUE DES TRAVAILLEUR. (CUT).

A cette occasion, le Comité de Solidarité Québec-Chili a invité tous les syndicats à poser un geste de solidarité avec les travailleurs chiliens. Un court dossier sur la CUT et la situation syndicale sous la junte est disponible au Comité.





Guerre du pétrole (Vénézuéla), guerre des bananes (Panama), nationalisation d'entreprises et de ressources minières (Pérou et Vénézuéla notamment), création d'une entreprise multinationale latino-américaine du café, possible constitution enfin du SELA - Système économique latino-américain - (le Vénézuéla, le Mexique et Cuba en sont les principaux promoteurs) qui excluerait les Etats-Unis et incluerait Cuba: en Amérique latine, l'année 1974 n'a peut-être pas été faste pour les masses latino-américaines mais elle n'a pas été facile non plus pour l'impérialisme américain. Au contraire.

Autour de la lutte pour le contrôle des ressources naturelles - et, il faut bien le dire, surtout autour des pétro-dollars vénézuéliens - on a vu se former et s'affirmer un *nationalisme anti-impérialiste vigoureux*, en voie de doter les gouvernements latino-américains de ce qui leur manquait jusqu'à ce jour: une arme pour faire la *guerre économique* à l'impérialisme américain.

Cette lutte anti-impérialiste, de caractère nationaliste, menée principalement par les gouvernements progressistes du Vénézuéla, du Pérou et de Panama, met-elle réellement en cause l'impérialisme? Ne consiste-t-elle pas plutôt en une simple modernisation de la dépendance? Le contrôle national des ressources naturelles ne déplacera-t-il

pas tout simplement la dépendance des pays latino-américains vers de nouveaux secteurs en fin de compte plus rentables, plus stratégiquement décisifs, pour le capital monopoliste des grands pays industrialisés?

LA LUTTE POUR LE CONTRÔLE DES RESSOURCES NATURELLES

FORMATION D'UN NOUVEL AXE ANTI-IMPÉRIALISTE EN AMÉRIQUE LATINE

D'autre part, ce processus n'aboutira-t-il pas au simple *renforcement des bourgeoisies latino-américaines* qui accapareront le gros des nouvelles richesses et continueront à exploiter, à leur profit désormais

plus exclusif, les travailleurs et paysans de leurs pays?

Toutes ces questions, bien sûr, méritent un examen sérieux. Ce qui apparaît nouveau toutefois - et que nous voulons signaler dans ce numéro-ci - c'est que pour la première fois, à travers le contrôle des ressources naturelles, certains pays d'Amérique latine pourront financer désormais une plus large part de leur développement en s'appuyant sur des investissements contrôlés à l'intérieur même de la région latino-américaine.

C'est ce que Cuba a bien vu: le contrôle des ressources naturelles peut offrir enfin aux peuples d'Amérique latine la possibilité de lutter contre l'impérialisme avec des armes autres que le seul héroïsme ou la seule volonté révolutionnaire des masses. Les contradictions qui surgissent présentement entre les bourgeoisies nationales et les intérêts américains contribuent à affaiblir l'impérialisme, à le forcer au rempli. Il s'agit d'exploiter ces conflits au profit des luttes pour le socialisme.

LE VENEZUELA: UN "MIRACLE BRÉSILIEN" MULTIPLIE PAR DIX?

Avec ses revenus découlant des nouveaux prix du pétrole, le Vénézuéla a de quoi se sentir audacieux. Les exportations cette année se sont élevées à près de \$12 milliards, el-



les ont donc été de 2½ fois supérieures à celles de l'année précédente. On mesurera l'importance de ce volume d'exportations si l'on considère qu'avec une population dix fois supérieure, le Brésil en 1974, exportait pour une valeur d'à peine \$8 milliards. Toutefois, présentement, une large part des bénéfices réalisés sur ces ventes vont aux grandes corporations étrangères qui exploitent les gisements vénézuéliens.

Le gouvernement de Carlos Andrés Pérez a annoncé la nationalisation de l'industrie pétrolière pour 1975 (en mars, probablement). Quelque 22 entreprises seraient touchées par la mesure. L'avant-projet de loi est présentement à l'étude.

Il n'est pas sûr que cette politique, modérée sommée toute (les nationalisations seront bien indemnisées), soit à la satisfaction des entreprises et du gouvernement américains. La riposte en tout cas ne s'est pas fait attendre (voir: le cadre) Le Congrès américain a approuvé en décembre des mesures visant à réduire le commerce extérieur avec les pays exportateurs de pétrole ainsi qu'avec les pays qui nationalisent des sociétés américaines.

Ces mesures ont déjà eu des répercussions négatives sur quelques secteurs de l'économie vénézuélienne, celui du textile en particulier. Le gouvernement et tous les secteurs politiques vénézuéliens ont violemment rejeté le "Trade Bill" américain. Comme toujours, il n'y a rien comme les réactions impérialistes brutales des Américains pour radicaliser des partis et des programmes au départ modérés, inoffensifs. Présentement, le Vénézuéla est en pleine effervescence politique, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite.

Au pays même, les compagnies ont été accusées de vouloir faire obstacle au projet de nationalisation; renvoi de techniciens; abandon de 5,300 gisements en cours d'exploitation, sabotage industriel, refus d'entretenir les installations de façon adéquate, prononcée visant à faire croire au pays ne dispose pas de la compétence ni de la technologie nécessaires à la prise en charge de l'exploitation pétrolière; menace enfin de ne pas remettre au futur employeur, l'Etat, les fonds de pension et les bénéfices sociaux des travailleurs du pétrole, accumulés et contrôlés par les compagnies.

L'Etat contrôlera entièrement l'in-

dustrie pétrolière, y compris le secteur de la commercialisation, que les entreprises multinationales comptaient bien conserver: c'est à ce niveau que les profits sont les plus importants.



Vénézuéla

## NATIONALISATION DU FER

Le 1er janvier 1975, les actions des entreprises américaines Orinoco Mining Co. et Iron Mines Co., filiales de la U.S. Steel et de la Bethlehem Steel passaient aux mains de l'Etat. Ces deux entreprises contrôlaient 98% de la production de fer au Vénézuéla. Le fer constitue le deuxième produit en importance dans les exportations vénézuéliennes (le Vénézuéla est le deuxième producteur de fer latino-américain en importance, après le Brésil.) Mais il ne rapportait que \$4.00 la tonne au pays alors que les compagnies, elles,

en retiraient \$348.00 la tonne. Le président Pérez signalait que ces multinationales ont fait perdre \$20 milliards au pays durant les 25 dernières années, car le minerai n'a jamais été transformé au pays. Par exemple, les revenus totaux tirés de la vente du fer par le Bénézuéla au cours des 20 dernières années ne seraient même pas suffisants pour couvrir les importations en acier pour 1975.

Avec la récupération du fer, le Vénézuéla recevra, pour la même quantité de fer exporté, \$250 millions en 1975 (contre \$100 millions en 1974). Le pays se trouve en meilleure position pour mettre sur pied sa propre industrie de l'acier (5 millions de tonnes d'acier d'ici 3 ans, de manière à pouvoir exporter à partir de 1977-78), mais aussi pour mettre à exécution son projet de constituer une association de pays producteurs de minerai, qui, dans leur ensemble, pourraient arriver à contrôler 35% de la production mondiale.

Les indemnisations aux compagnies expropriées auraient été généreuses, les partis d'opposition ont violemment dénoncé l'attitude gouvernementale à ce sujet.

Avec ses nouveaux revenus, le Vénézuéla envisage développer une infra-structure industrielle équilibrée, une agriculture qui permette au pays de se dégager de sa dépendance quasi totale envers l'extérieur en ce domaine. Il entend également jouer un rôle décisif, par ses investissements, dans le développement et l'intégration économiques des pays latino-américains, plus particulièrement des Caraïbes et de l'Amérique Centrale.



"Une prochaine nationalisation: le fer péruvien".





Panama

## LES PÉTRO-DOLLARS VÉNÉZUÉLIENS ET LE CAFÉ... DES RÉPUBLIQUES DE BANANES

Les 13 et 14 décembre derniers, les présidents du Venezuela et des six pays d'Amérique centrale (Guatemala, Honduras, El Salvador, Nicaragua, Costa Rica, Panama) se réunissaient et aboutissaient à d'importantes ententes économiques concernant:

- 1) le financement des excédents de café;
- 2) les ventes de pétrole du Venezuela aux pays d'Amérique centrale;
- 3) la création d'un fonds pour un programme de développement de la région.

● La première entente concerne le financement de la retenue d'une partie de la production de café par les pays producteurs. Cette "retenue" représente environ 10% de la récolte 1973-74: elle sera destinée d'une part, à la consommation interne; d'autre part, on évitera ainsi qu'une offre trop forte de café sur les marchés n'en abaisse le prix, ou favorise les manipulations et la spéculation des grands consortiums internationaux qui assurent la distribution du café. Le Fonds d'investissement du Venezuela accordera des prêts (\$80 millions sont disponibles, à 8% d'intérêt) aux petites républiques d'Amérique centrale et à Panama, de façon à ce qu'elles puissent diminuer le volume de leurs exportations de café sans abaisser pour autant la masse totale des revenus qu'elles en retirent.

La seule annonce de la mise sur pied de cette organisation multinationale du café a fait monter la cotation du café sur le marché mondial de \$0.12.

● La deuxième entente concerne les achats de pétrole centro-américains au Venezuela. Les pays d'Amérique centrale, avec la hausse des prix du pétrole, ont vu croître leurs problèmes de balance des paiements. Or le Venezuela s'est engagé à aider les pays à équilibrer leurs balances des paiements en acceptant de leur céder le baril de pétrole à \$6.00: les pays centro-américains s'engagent à déposer les \$7 ou \$8 qui restent à payer sur chaque baril de pétrole, dans leur Banque centrale à l'ordre du Fonds d'investissement vénézuélien qui pourra investir ces sommes aussi bien dans le financement de la multinationale latino-américaine du café,

que dans d'autres projets de développement régional.

● Enfin, le Venezuela a avancé des crédits de quelque \$40 millions à la Banque Centro-américaine d'Intégration. Les fonds ainsi constitués vise d'abord à ce que "les pays d'Amérique centrale et Panama aient accès à des possibilités d'investissement qui contribuent au développement des ressources naturelles de la région."

Au terme de la rencontre, les participants signèrent une déclaration dans laquelle les pays d'Amérique centrale s'engagent à agir comme un seul bloc dans la défense des prix de leurs matières premières, avec l'appui économique du Venezuela.



Front commun des pays producteurs de matière première.



**VERS UNE  
NOUVELLE  
STRATÉGIE  
ANTI-IMPÉRIALISTE  
SUR LE  
CONTINENT?**

---

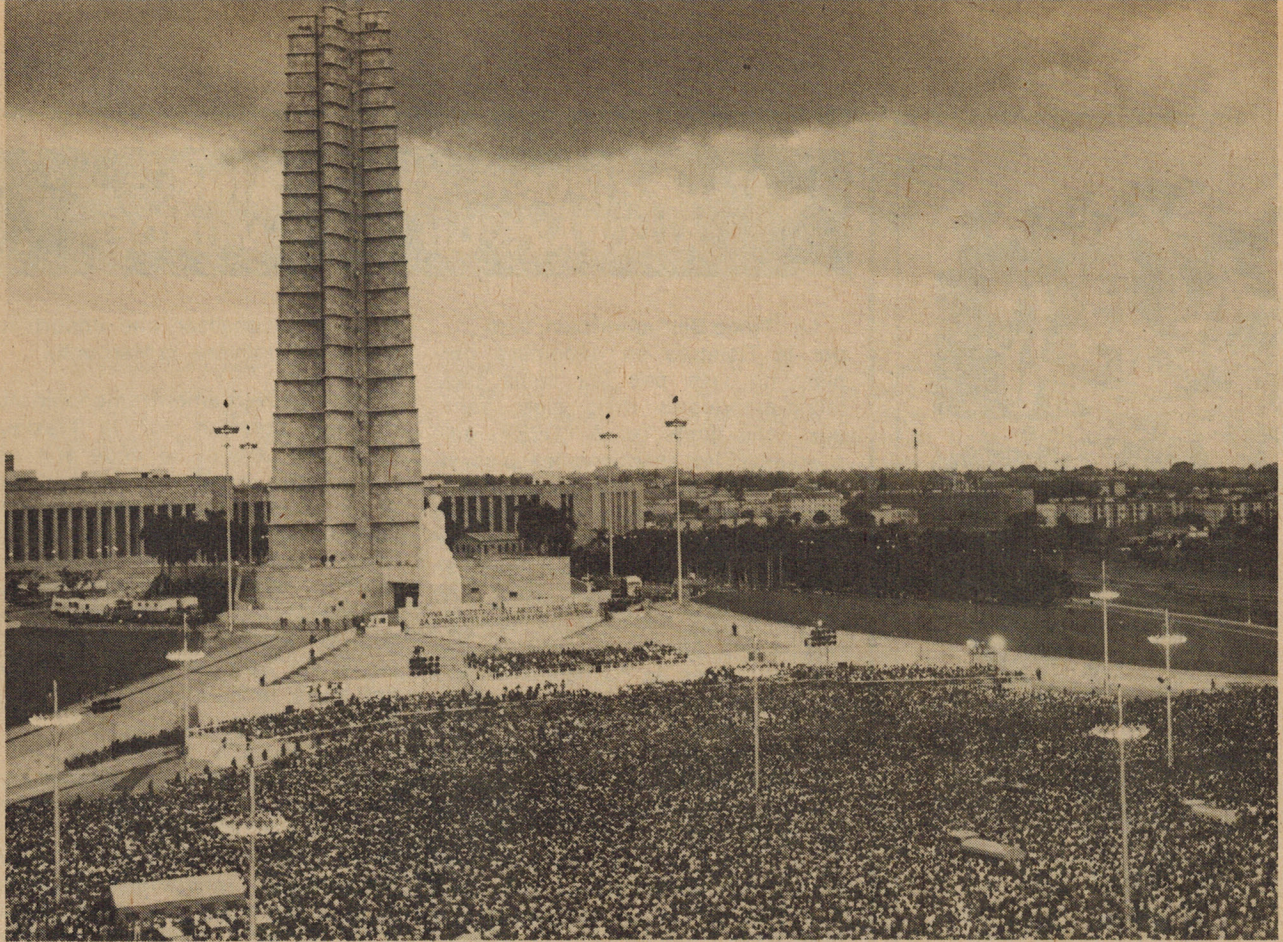


Autour du nationalisme agressif, manifesté par les gouvernements du Vénézuéla, du Pérou, de Panama, et à des degrés moindres par ceux du Mexique, de Colombie, de Costa Rica, c'est toute la stratégie anti-impérialiste continentale qui est amenée à se redéfinir. Les nouvelles orientations de la politique latino-américaine de Cuba sont à cet égard très suggestives: **dans la conjoncture latino-américaine actuelle, les forces anti-impérialistes dominantes sont de caractère nationaliste. L'arme nouvelle à utiliser: c'est le contrôle des ressources naturelles, la défense des intérêts nationaux contre les prétentions de l'impérialisme, la constitution d'économies nationales viables.**

Le rôle de Cuba dans la formation du nouvel axe anti-impérialiste latino-américain s'avère fort particulier. D'une part, Cuba n'en est pas l'acteur à proprement parler: pour la bonne raison que le peuple cubain







Place de la révolution. La Havane, Cuba.

a mis l'impérialisme yanqui à la porte depuis déjà une quinzaine d'années. Mais Cuba - dont tous au fond envient ou craignent l'indépendance et la croissance rapide - n'en a pas moins été l'occasion pour quelques pays de prendre politiquement leurs distances par rapport à la politique latino-américaine des Etats-Unis. Occasion d'une désobéissance aux consignes américaines, à l'Organisation des Etats américains. D'autre part, les leaders cubains, attentifs à tout ce qui peut affaiblir l'impérialisme, la domination sur le continent latino-américain, n'ont pas tardé à voir ce que dans la conjoncture présente, pouvait représenter la lutte pour le contrôle des ressources naturelles. Et ce sont eux qui ont donné aux interventions nationalistes des gouvernements vénézuélien, péruvien et panaméen notamment, une dimension anti-impérialiste beaucoup plus explicite, plus vigoureuse, nettement continentale et susceptible de favoriser le rapprochement de toutes les forces progressistes et anti-impérialistes. Jamais comme depuis un an, les discours des leaders cubains n'ont reçu autant d'écho - et un écho enthousiaste - dans les pays latino-américains.

### APPUI AU VÉNÉZUÉLA

A l'occasion du 15e anniversaire des Comités de défense de la Révolution, en septembre dernier, Castro disait:

"Quand le Vénézuéla nationalisera le fer et le pétrole dans un avenir proche, ...il est à supposer que la politique impérialiste envers ce pays se durcira. C'est le moment historique où le Vénézuéla a besoin du soutien des peuples d'Amérique latine et où l'Amérique latine a besoin du Vénézuéla. Le Vénézuéla ne sera pas seul dans cet hémisphère comme l'a été Cuba."

D'autre part, il invitait le gouvernement vénézuélien à prendre conscience de l'importance stratégique que confère au Vénézuéla ses nouvelles sources de richesse.

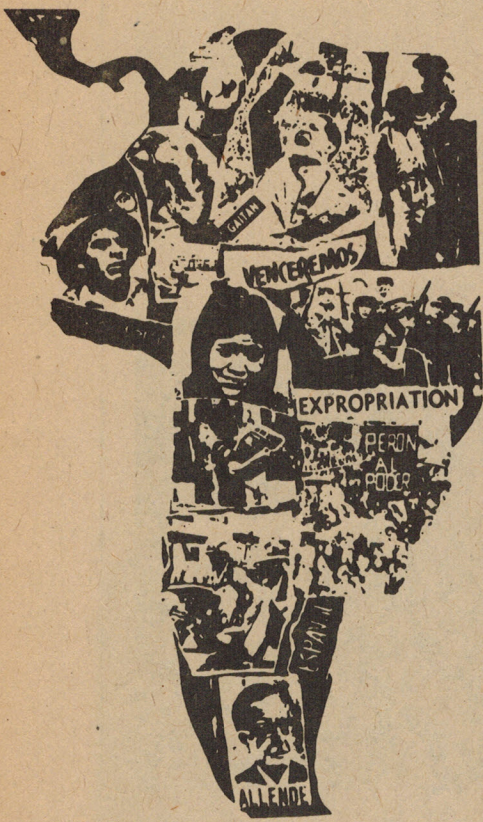
"...le Vénézuéla, avec les extraordinaires ressources financières qu'il pourra mobiliser grâce à une politique pétrolière ferme et victorieuse, pourrait faire pour l'union, l'intégration, le développement et l'indépendance des peuples d'Amérique latine, autant que ce que firent au siècle dernier les soldats de Simon Bolivar." (Bolivar était vénézuélien...)

### LA VOIE LATINO-AMÉRICAINNE VERS LE SOCIALISME?

L'appui du peuple cubain à des gouvernements non-socialistes, mais de caractère nationaliste et progressiste semble se dégager d'une analyse lucide des rapports de force actuels sur le continent, de l'identification des forces susceptibles de modifier à long terme la conjoncture en faveur du socialisme. Le discours de Carlos Rafael Rodríguez, vice-premier ministre de Cuba, devant le 11e congrès de la Fédération des femmes cubaines, est le plus explicite à ce sujet:

"Fidel Castro disait, lors de son voyage au Chili: "Aujourd'hui, la Révolution en Amérique latine passe par la stratégie et la tactique de l'anti-impérialisme." La nécessité présente, immédiate de la Révolution latino-américaine réside avant tout dans l'unité des forces anti-impérialistes, la résistance nationale, la défense et la protection des ressources naturelles - sans quoi ne pourra avoir lieu en Amérique latine aucun processus de transformations ultérieures..."





...“...A court terme, il n'y a pas en vue de révolution profonde pour l'ensemble de l'Amérique latine: on n'entrevoit pas non plus de nouveau Cuba, qui s'engage à son tour dans la voie du socialisme. Mais par contre, l'on peut affirmer que sont réunies les conditions pour qu'à travers la lutte de résistance nationale révolutionnaire, la défense des intérêts de chacun de nos pays, le rapprochement des gouvernements à caractère progressiste, attentifs aux intérêts de leurs peuples, l'impérialisme essuie un revers définitif qui sera le préambule aux grandes transformations auxquelles nous aspirons.”

Naïveté de la part des dirigeants cubains? Attiédissement de la première ferveur révolutionnaire, qui les amènerait à appuyer des gouvernements nationalistes certes, mais bourgeois, capitalistes en dernier ressort? Ou ne serait-ce pas lucidité plutôt face à la conjoncture, capacité de dégager ce qui, dans les conditions historiques présentes, constitue la plus grande force de mobilisation collective? Ne serait-ce pas plutôt lucidité face à ce qui pourrait être la voie propre du continent latino-américain vers le socialisme?

## LA RIPOSTE AMERICAINE AUX PAYS DU TIERS-MONDE

Le "Trade Bill" américain, voté par le Congrès en décembre dernier, ne vise pas les seuls pays latino-américains mais c'est parmi eux sans doute, et à l'OPEP, qu'il a soulevé les réactions les plus vives et les plus unanimes. Le Venezuela et l'Equateur ont signifié leur intention de ne pas participer à la rencontre de Buenos Aires, en mars prochain, qui doit réunir Kissinger et les ministres latino-américains des Affaires étrangères. Les pays membres de l'Organisation des Etats américains, y compris le Brésil la Bolivie et l'Uruguay, ont dénoncé le caractère protectionniste et discriminatoire de la loi.

En quoi consiste la nouvelle loi sur le commerce extérieur? Elle vise 1) à exclure du système des tarifs douaniers préférentiels les pays membres de l'OPEP, les pays membres d'associations pour la défense des prix (des matières premières) et les pays qui procèdent à l'expropriation des biens de citoyens ou d'entreprises américaines à l'étranger. C'est dire que **les exportations de ces pays seront touchées sur les marchés américains d'une taxe spéciale**: ce qui équivaut en fait à leur nier l'accès à ce marché.

2) à exclure du même système les pays qui refusent aux Etats-Unis l'accès à leurs marchés et à leurs sources de matières premières.

Quelles sont les conséquences de cette loi pour les pays d'Amérique latine?

1) Le Venezuela et l'Equateur font partie de l'OPEP. Il n'est pas impossible que dans un avenir rapproché le Mexique et le Pérou se joignent à l'Organisation;

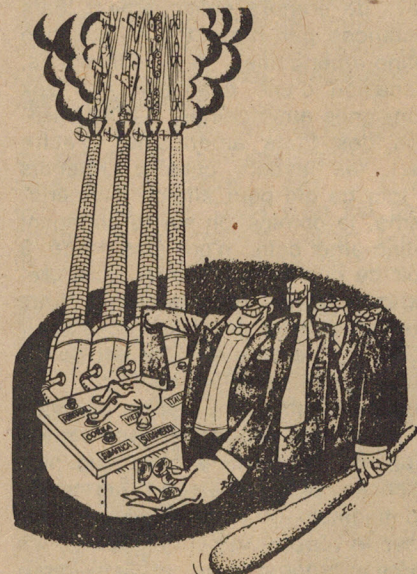
2) Des pays comme Panama, les républiques d'Amérique centrale, la Colombie et le Venezuela font présentement partie d'associations des pays producteurs et exportateurs soit de bananes, soit de café. Ils sont donc directement visés par le bill.

3) Les mesures visant les pays qui nationalisent des entreprises américaines touchent directement le Venezuela et le Pérou (qui s'ap-

prête à nationaliser une importante compagnie minière, la Marcona)

● Le gouvernement américain aurait fait pression sur le Mexique pour que celui-ci lui cède son pétrole à des conditions particulières et non selon celles des pays de l'OPEP. La démission du ministre Florés de la Pena, fervent promoteur du ralliement du Mexique aux politiques de l'OPEP, indiquerait que le gouvernement américain a réussi sur ce point à briser le front des pays latino-américains producteurs de pétrole.

● Le gouvernement américain tenterait, en fait, de **diviser** le front des pays latino-américains. Il offrirait maintenant de négocier autant **d'exceptions** (accordées généreusement par Kissinger sans doute) à la loi-cadre récemment adoptée. Les gouvernements d'Amérique latine se laisseront-ils prendre à cette forme nouvelle de la politique du "gros bâton"? Ou choisiront-ils de présenter un front uni aux prétentions américaines? Rien n'est acquis à ce sujet.



L'heure est venue pour les américains de sortir le gros bâton...



## NOUVELLE COMPLICITÉ DU GOUVERNEMENT CANADIEN AVEC LE RÉGIME PINOCHET.

Montréal, 14 janvier 1975. On apprend que les services de l'immigration du gouvernement canadien ont refusé le 12 décembre 1974 un permis de séjour au professeur d'économie André Gunder-Frank. Ils lui ont par la même occasion signifié qu'il devait obtenir une autorisation spéciale pour entrer au Canada, même comme touriste... Aucune raison n'a été fournie.

Le professeur Gunder-Frank était invité au Québec, pour un an, par le département de sciences économiques de l'Université du Québec à Montréal. Spécialiste du développement et de l'Amérique latine, ce professeur a déjà travaillé au Québec (à Sir Georges William en 66-67) et dans de nombreux autres pays dont le Brésil, le Mexique, les Etats-Unis, l'Allemagne de l'Ouest et la Belgique.

Pendant le gouvernement de l'Unité Populaire au Chili, il enseignait à la Faculté latino-américaine de Sciences Sociales. Son travail de dénonciation de l'impérialisme scientifique et économique américain en Amérique latine lui a valu une interdiction définitive de séjour aux Etats-Unis et l'exil du Chili après le coup d'Etat, en septembre

73. Il n'en continue pas moins de travailler à la libération des peuples de l'Amérique latine et en particulier à promouvoir un large mouvement de solidarité avec la lutte du peuple chilien. Il n'en fallait pas plus pour que notre "bon gouvernement démocratique" se sente menacé et adopte la même attitude que celle du gouvernement américain... Liberté d'expression et d'information au Canada??!!

15 janvier. Conférence de presse organisé par le Syndicat des Professeurs de l'Université du Québec. Des organisations syndicales, universitaires et progressistes alertent l'opinion publique et demandent la révision du dossier Gunder-Frank.

22 janvier. On apprend qu'un visa temporaire de séjour a été octroyé. Le Ministère de l'Immigration parle d'une erreur "administrative d'un fonctionnaire trop zélé". Rien de plus.

C'est un gain réel! La mobilisation rapide a amené un revirement d'attitude du gouvernement. Mais il nous faut continuer à être vigilants, la politique d'immigration n'est pas changée pour autant.

## SOLIDARITE AVEC LES MARINS DU PEUPLE

La campagne internationale de solidarité avec les marins a pris de l'ampleur. Des comités spéciaux se sont formés dans différents pays, des affiches ont été produites, des conférences de presse et des manifestations ont eu lieu.

C'est une campagne de solidarité qui n'est pas centrée sur des personnalités, mais sur des hommes anonymes, dont l'action héroïque est connue par tout le peuple chilien. C'est la première fois qu'une campagne de solidarité vise directement la principale base d'appui de la dictature: les forces armées. Elle n'a pas seulement un objectif humanitaire, mais ses perspectives sont d'une grande importance politique: pour renverser la dictature il est important que les hommes de troupe qui se sont

opposés au coup d'Etat voient dans la gauche chilienne leur défenseur.

Cette campagne a produit des réactions au Chili même. La presse et la radio chiliennes ont été obligés d'en parler. Dans les

prisons, les marins emprisonnés en sont également informés.

Il ne dépend que de nous pour que cette campagne de solidarité prenne de l'ampleur et que soient libérés les marins du peuple.

### LIBERTE POUR LES MARINS DU PEUPLE

Il est urgent d'envoyer des lettres ou télégrammes exigeant la libération immédiate des marins chiliens emprisonnés à:

Général Augusto Pinochet  
Edificio Diego Portales  
Santiago, Chile.

ou à l'ambassade du Chili à Ottawa.



## CAMPAGNE POUR LA LIBÉRATION DES FEMMES ET DES ENFANTS DU PEUPLE EMPRISONNÉS.



Récemment dans les journaux, parmi les quelques nouvelles sur le Chili, plusieurs font état de la libération par la Junte de prisonniers politiques. On se souvient qu'en septembre dernier, la Junte a promis à l'opinion internationale de libérer des militants détenus dans la mesure où des pays les accepteraient. L'opération mystificatrice des gorilles vise trois buts:

1. montrer à l'opinion publique un visage plus sympathique, c'est-à-dire moins bestial pour prouver que contrairement à tous les rapports des commissions d'enquête au Chili, la répression n'est pas, aujourd'hui, une méthode de gouvernement, (voir le jugement du Tribunal Russell II);

2. se débarrasser d'une partie des milliers de prisonniers qui lui po-

sent des problèmes financiers et de sécurité énormes;

3. essayer de décourager le peuple en lui montrant que la Résistance n'aboutit qu'à la prison ou à l'exil.

Malgré sa force, la Junte n'est pas maître de l'Histoire du Chili. Il y a aujourd'hui au Chili une Résistance, des hommes et des femmes qui ont décidé de lutter jusqu'au bout, même au prix de leur vie. Le témoignage de Carmen Castillo, de sa tragique expérience et aussi de celle de combien d'autres, nous invite tous, parce que nous sommes tous concernés, à mener la lutte pour la libération de ces femmes et enfants qui subissent dans les prisons toutes sortes de tortures. Sans la conviction qu'ils ne sont pas seuls mais que dans le monde entier des milliers de frères tra-

vaillent à leur libération, beaucoup perdraient confiance et tomberaient. Le camarade Lumi Vitela est un extraordinaire exemple de la force de ceux qui mènent la Résistance à la dictature. Une campagne pour la libération des femmes et enfants du peuple, dans ce contexte est une lutte juste qui revêt une importance stratégique pour l'avenir de la résistance au Chili: un camarade du MIR disait: "sur 100 de nos camarades libérés plus de 70 retourneront au Chili continuer la lutte."

Aussi le Comité de Solidarité Québec-Chili lancera sous peu un appel pour renforcer cette campagne internationale pour la libération des femmes et des enfants emprisonnés, en particulier en faveur de Laura Allende.